



HAL
open science

Les trajectoires archivées des experts de la modernisation alpine (XIXe-XXe siècles)

Sylvain Brunier, Nicolas Krautberger Krautberger

► **To cite this version:**

Sylvain Brunier, Nicolas Krautberger Krautberger. Les trajectoires archivées des experts de la modernisation alpine (XIXe-XXe siècles). *Temporalités: revue de sciences sociales et humaines*, 2010, 10.4000/temporalites.1251 . hal-01439388

HAL Id: hal-01439388

<https://hal.science/hal-01439388>

Submitted on 18 Jan 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les trajectoires archivées des experts de la modernisation rurale alpine (XIX^e-XX^e siècles)

Exploring the archives on the trajectories of 19th and 20th century experts in rural Alpine modernization

Sylvain Brunier et Nicolas Krautberger



Éditeur

ADR Temporalités

Édition électronique

URL : <http://temporalites.revues.org/1251>

ISBN : 978-2-8218-0376-3

ISSN : 2102-5878

Ce document vous est offert par Sciences Po.



Référence électronique

Sylvain Brunier et Nicolas Krautberger, « Les trajectoires archivées des experts de la modernisation rurale alpine (XIX^e-XX^e siècles) », *Temporalités* [En ligne], 11 | 2010, mis en ligne le 05 juillet 2010, consulté le 18 janvier 2017. URL : <http://temporalites.revues.org/1251> ; DOI : 10.4000/temporalites.1251

Ce document a été généré automatiquement le 18 janvier 2017.



Les contenus de *Temporalités* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Les trajectoires archivées des experts de la modernisation rurale alpine (XIX^e-XX^e siècles)

Exploring the archives on the trajectories of 19th and 20th century experts in rural Alpine modernization

Sylvain Brunier et Nicolas Krautberger

1. Enjeu : pour une analyse prosopographique résolument historienne

- 1 Dans son réquisitoire contre un travail de contextualisation commode et paresseux, Jacques Revel dénonce trois acceptions faibles de cette pratique en histoire : un usage rhétorique destiné à produire un simple effet de réel, un usage argumentatif qui met en regard deux niveaux d'observation sans analyser la nature de leur rapport, un usage interprétatif qui impose des raisons générales comme explication d'une situation particulière (Revel, 1996, p. 25).
- 2 Lorsqu'il s'agit d'étudier l'insertion des individus dans des contextes multiples, l'historien est forcé de reconnaître que des disciplines comme la sociologie ou l'anthropologie ont déjà mené une réflexion théorique importante qui lui fournit une bonne partie des concepts et des outils nécessaires à son travail (champ, habitus, stratégie, cadre, rite d'interaction, registre de justification). Ces *résolutions sociologiques* des rapports parcours individuels/contextes sont certes utiles, mais elles n'épuisent pas pour autant les spécificités épistémologiques de l'opération historiographique. Le rapport réflexif de l'historien à l'archive implique notamment des pratiques de sélection des documents, de choix dans le mode d'explication/compréhension, et de choix dans la mobilisation de telle ou telle représentation-opération pour rendre visible et lisible le fait que ce soit arrivé (Ricoeur, 2000).

- 3 Néanmoins, les historiens ne sont pas restés absents de ce terrain de recherche. La prosopographie, qui est plus qu'une redéfinition de la biographie, offre des pistes non négligeables pour la proposition de *résolutions historiennes* de la question des parcours individuels dans leurs contextes. Cette méthode vise à saisir les caractéristiques sociales d'un groupe d'individus par le biais d'une comparaison de leurs itinéraires. Elle se développe en Europe et aux États-Unis à partir des années 1970 et engage un renouvellement des travaux biographiques classiques en situant l'individu par rapport à une catégorie à laquelle il appartient (Stone, 1971). Cantonnées dans un premier temps à l'histoire ancienne et médiévale (Nicolet, 1970 ; Millet, 1996), les études françaises s'étendent par la suite aux élites administratives et à la constitution de l'État moderne jusqu'à la période contemporaine (Charle, Telkes, 1988 ; Barrière, 1993 ; Barbier, 2002). Les renseignements ainsi réunis sont stockés dans des bases de données en fonction de critères préétablis qui ne peuvent tenir compte de l'évolution constante de la problématique de recherche (Zysberg, 1987 ; Genet, 1990). L'exploitation envisagée définit les règles de la collecte et la façon de réunir les données limite les possibilités de leur exploitation (Bulst, 1996). Pour pallier ce problème, les études prosopographiques plus récentes ont tenté de réorienter leurs outils dans l'objectif d'étudier les agents de manière globale afin de saisir comment ils s'insèrent dans chacun des domaines de la vie (Dedieu, 2005). Ce renouveau historiographique peut s'inscrire dans un triple contexte : scientifique – marqué entre autres par l'importance de la « sociologie de l'acteur » et le « retour du politique » en histoire ; académique – transformé par les financements de projets type « Corpus et outils en sciences humaines et sociales » au sein de l'Agence Nationale de la Recherche (Lemercier, Zalc, 2008) ; technique – orienté par la généralisation de l'utilisation de l'outil informatique.
- 4 Cependant, ces conditions sociales particulièrement favorables au développement de l'approche prosopographique ne garantissent pas à elles seules une appropriation historique des outils sociologiques qu'elle induit¹. L'objectivation des pratiques qui la constitue permet de distinguer différents niveaux dans la manipulation des données historiques. La reconstitution de parcours individuels qu'il devient possible de comparer entre eux relève de la prosopographie proprement dite. Mais elle ne constitue pas une grille d'intelligibilité en elle-même, et doit rester le support d'analyses à venir. Si la sociologie offre pour cela différents outils et différentes lectures possibles de ces parcours, une perspective résolument historique gagne à effectuer un retour méthodologique sur les spécificités de la discipline. À partir de l'étude comparative de deux coupes synchroniques datées et situées, l'objectif est alors de prendre pour objet les parcours d'individus amenés à se reconnaître et/ou à être reconnus comme les experts de la modernisation agricole des Alpes. La politique de Restauration des Terrains de Montagne de la fin du XIX^e siècle dans les Alpes et le projet de Reconstitution agricole après la Seconde Guerre mondiale sur le Plateau du Vercors, apparaissent comme deux contextes dans lesquels se développent des pratiques d'expertise. Pour ce faire, la tâche de l'historien consiste non seulement à discriminer et critiquer les archives qui enregistrent ces moments de confrontation entre experts et expertisés, mais aussi et surtout à élaborer une méthode qui lui assure une réflexivité sur sa pratique, ce qui est la base même de sa scientificité. Ce principe reste de l'ordre de la déclaration d'intention dès lors qu'il ne prend pas appui sur un procédé matériel qui puisse être partagé, et qui assure en permanence un retour possible sur les choix opérés durant le déroulement de la recherche.

2. Méthode : opération historiographique et processus d'enquête

- 5 Par-delà l'usage commun du traitement de texte et des tableurs, les bases de données relationnelles offrent la possibilité effective d'allers-retours entre les différents moments de l'enquête historique. Le recours aux Systèmes de Gestion de Base de Données permet de séparer les données en unités logiques en vue de leur manipulation. Ce saut du système colonnes/lignes au système tables/requêtes n'implique pas de lui-même un traitement plus intelligible du suivi des individus dans une pluralité de contextes. L'historien doit alors opérer la transformation réglée des parcours biographiques en structures longitudinales, composées suivant la récollection toujours actualisée d'unités événementielles élémentaires dont la responsabilité du découpage revient à celui qui remplit la base de données². Selon cette nouvelle conception du travail prosopographique, le chercheur peut créer autant d'entités qu'il en identifie dans le monde social-historique qu'il se propose d'étudier³. Chaque entrée correspond à une séquence événementielle dans l'itinéraire d'une ou plusieurs entités et contient tous les éléments nécessaires à son interprétation et à sa localisation : nature et description de l'action, identification du ou des acteurs, date, référence. Cependant, la standardisation des opérations de cette nouvelle méthode ne dispense en rien les historiens de les soumettre au contrôle réflexif qu'impliquent les nécessités épistémologiques de leur pratique.
- 6 Selon Paul Ricœur, l'opération historiographique peut se décomposer en trois moments imbriqués les uns dans les autres : la phase documentaire, la phase explication/compréhension et la phase de mise en forme scripturaire (Ricœur, 2000, p. 170). Une base de données relationnelles élaborée par l'historien et pour l'historien est d'abord fondée sur le respect du lien fondamental entre l'information historique sélectionnée et l'archive dont elle est tirée. Une fois référencée, chaque séquence événementielle acquiert une qualification *véritative* dans le sens où chaque élément de contexte est relié au document duquel il est extrait. Si l'importance donnée à la preuve documentaire n'est pas spécifique à l'utilisation de l'outil informatique, elle n'en sort que renforcée par la rigueur qu'impose la routinisation réfléchie des opérations du travail avec l'ordinateur. Sur un second plan, la phase explication/compréhension se distingue de la phase documentaire en ce qu'il n'est plus envisageable de discriminer abruptement le vrai du faux. Il s'agit plutôt d'explicitier les choix opérés lors de la construction du corpus et de son analyse, pour les soumettre au contrôle collectif des pairs dans le champ scientifique (Bourdieu, 2001). Là encore, si l'emploi de la base de données relationnelles ne se suffit pas à lui-même pour suivre ce processus de validation, il facilite néanmoins les échanges en permettant un véritable travail collectif autour de la description de situations sociales-historiques communes. Enfin, à un troisième niveau, la saisie d'un libellé pour décrire chaque information historique sélectionnée, rappelle que « le fait n'est pas l'événement, lui-même rendu à la vie d'une conscience témoin, mais le contenu d'un énoncé visant à le représenter. » (Ricœur, 2000, p. 227) En ce sens, travailler avec une base de données relationnelles en histoire peut donner corps au concept de *représentance*, défini comme « la visée de la connaissance historique, elle-même placée sous le sceau d'un pacte selon lequel l'historien se donne pour objet des personnages, des situations ayant existé avant qu'il n'en soit fait récit. » (Dosse, 2001, p. 143). Entre l'archive et la représentation

historienne, la formulation scripturaire des informations historiques informatisées rappelle la *lieutenance* du texte historique, sa visée ontologiquement référentielle. Ainsi, les apports de l'outil « base de données relationnelles » ne reviennent pas à décharger l'historien de ses responsabilités épistémologiques, mais renforcent au contraire ses devoirs de rigueur, d'explicitation et de partage.

- 7 Dans un cadre différent, mais tout aussi important pour objectiver le recours à l'outil informatique en histoire, Jean-Claude Passeron a pensé l'enquête comme la mise en actes empiriques d'un raisonnement d'ensemble dans lequel le chercheur inscrit chacune de ses opérations de traitement de l'information ou de formulation des énoncés (Passeron, 1995, p. 18). De ce point de vue, l'outil informatique doit être intégré au processus d'enquête historique afin de ne pas substituer ses propres principes de fonctionnement à ceux du raisonnement réglé. À titre d'exemple, la capacité de stockage toujours croissante que promet le développement technologique garantit l'enregistrement potentiellement infini de données, mais en aucun cas l'accumulation raisonnée de connaissances scientifiques. Entre ces deux états, il y a la nécessité d'une maîtrise de l'ensemble indivisible des procédures de transformation de l'information par « un seul cerveau (individuel ou collectif) » (Passeron, 1996, p. 95). Cette véritable puissance de l'outil technique doit inciter à une plus grande vigilance pour préserver l'analyse de l'erreur substantialiste qui consisterait à réifier les catégories observées (Bachelard, [1938] 2004 ; Desrosières, 2002). Cette erreur peut être évitée par un travail de recomposition visant à la fabrication et à l'indexation de *semi-noms propres* en lieu et place des catégories de perception du sens commun ou des codages administratifs directement déduits d'observations non objectivées. D'après Jean-Claude Passeron, les *semi-noms propres*, qui se rapprochent de l'idéal-type wébérien, voient leur sens à la fois défini par une description toujours partielle, et indexé sur une série ouverte de référents qui sont autant de cas singuliers partageant une liste minimale de propriétés génériques (Passeron, 2006). Envisagé de cette manière, l'outil informatique peut permettre à la fois d'obliger les historiens à rendre visible leur manière de travailler, ce qui contribue au renforcement des procédures collectives de contrôle internes au champ scientifique, et d'invalider les promoteurs de la constitution de *corpus* illimités qui relèvent d'une conception bureaucratique de l'enquête conçue comme engrangement aveugle de *data*⁴.
- 8 Rendu aux Archives, seul face à ses sources, l'historien peut éprouver des difficultés à soumettre son travail à l'impératif réflexif, tant que sa méthode de recherche ne lui permet pas de distinguer véritablement entre d'une part, la phase de découpage et de collecte des informations historiques jugées pertinentes, et d'autre part, la phase scripturaire de la représentation historique. En garantissant le maintien d'une distance irréductible entre ces deux moments de l'enquête-opération historiographique, une base de données relationnelles pensée historiquement réalise la possibilité d'allers et retours effectifs. La saisie des informations historiques, si elle ne se départit jamais de sa référence véridictive, entraîne une recomposition des enchaînements logiques induits par la lecture linéaire de la source. Il devient possible de reconstituer des parcours de vie en accumulant et en ordonnant des informations biographiques tirées de différentes sources. On peut par exemple choisir de retracer des parcours d'experts de la modernisation du monde rural alpin, c'est-à-dire des individus qui semblent participer de la transformation de ces territoires par leurs capacités à définir les orientations collectives. Mais la délimitation du groupe social à étudier pose problème puisque la catégorie expert ne repose pas sur la possession d'un titre ou d'une propriété

biographique intangible (Boltanski, 1982). Comme toute catégorie construite pour l'analyse, la définition de l'expertise revient à l'historien et passe par la construction d'un semi-nom propre auquel les différents cas doivent être indexés. Les experts sont ainsi désignés en fonction de pratiques à recontextualiser en permanence. Pour réaliser ce travail, l'historien dispose d'une part de sources qui relatent ces pratiques d'expertise (qui racontent) et d'autre part de sources qui constituent les traces de l'expertise en actes (qui montrent). Les premières témoignent du *fait que ce soit arrivé* tandis que les secondes témoigneraient davantage des *manières de faire que ça arrive*. Les premières portent à renseigner des parcours biographiques tandis que les secondes porteraient à renseigner des trajectoires en restituant la part d'indétermination propre aux pratiques en train de se faire.

- 9 Si la base de données relationnelles facilite la construction de parcours individuels compris comme des enchaînements d'événements biographiques datés et situés, elle permet aussi de s'apercevoir que la saisie des manières de faire est problématique. La *manière* est en effet indiscernablement biographique et contextuelle, ce qui remet en cause le rapport de causalité simple selon lequel un acteur agirait en réaction à des éléments de contexte. Une résolution historique possible de cette aporie consisterait à réfléchir sur le statut de l'archive en maintenant une tension entre ses deux dimensions : l'archive en tant qu'elle rapporte un acte de pouvoir et l'archive qui acte un rapport de pouvoir.

3. Domaines : déconstruire et reconstruire l'archive de l'expertise

3.1. Les politiques de Reboisement et de Restauration des Alpes, seconde moitié du XIX^e siècle

- 10 Les questions du déboisement et de la dégradation des montagnes sont au cœur d'un débat scientifique et politique d'envergure nationale tout au long du XIX^e siècle. Ce problème consubstantiel de la question agraire est l'occasion de mettre en œuvre une des premières actions publiques d'aménagement du territoire à grande échelle. Fondée sur des idées formulées dans leur ensemble à partir de 1830 par une constellation de sources imprimées⁵ (Buridant, 2002), *l'idéologie du reboisement d'utilité publique* fonctionne sur la mise en cause de l'incurie pastorale dans la production d'inondations catastrophiques. À partir de l'étude de ces archives, il apparaît que deux corps d'État, auxquels appartiennent majoritairement les auteurs des articles et des ouvrages sur le sujet, prennent alors en charge ce problème dans ses dimensions politique et sociale : l'administration forestière et le service des Ponts et Chaussées. En 1841, l'étude sur les torrents des Hautes-Alpes de l'Ingénieur ordinaire Alexandre Surell alors en poste à Embrun, propose une formalisation scientifique du problème⁶. Ce véritable « best-seller » (Brugnot, 2002, p. 25) publié par un homme de terrain avec l'appui du ministère des Travaux Publics est récompensé immédiatement par l'Académie des Sciences et porté aux nues par les Conférences Forestières. Surell préconise une politique de reboisement portée par un interventionnisme énergétique de l'État en matière juridique et financière.
- 11 Bien plus qu'à la stabilité politique du Second Empire, c'est à l'impact de l'indéniable série de catastrophes naturelles qui frappe le Midi (1840, 1844, 1846, 1856) que

l'historiographie attribue généralement la constitution et le dénouement du débat législatif sur le reboisement (Bravard, 2002). Avec le vote de la loi sur le boisement des montagnes du 28 juillet 1860, l'État donnerait les moyens à ses plus zélés fonctionnaires de constituer des périmètres de zones à risque dans chaque conservation par le truchement de mesures incitatives et de procédures d'expropriation d'utilité publique. Mais l'application de la loi de 1860 s'avère largement problématique sur le terrain. Dans tous les massifs, des demandes sont produites pour soustraire les communaux au régime forestier. Ce constat de semi-échec est analysé par l'administration dès 1862⁷. C'est en partie pour dépasser ces problèmes que la loi du 8 juin 1864 est votée. En visant à intégrer les oppositions locales au sein du débat législatif, elle permet de substituer le regazonnement au reboisement des montagnes. C'est un renversement radical de perspective : il s'agit dès lors pour les forestiers de diriger la réintroduction des activités pastorales dans les périmètres de reboisement devenus aussi périmètres d'améliorations pastorales. Cela permet la mise en place d'un véritable programme de rénovation économique, sur le modèle de la fruitière.

- 12 Ces nouvelles attributions sont alors appliquées sur le terrain par deux types de forestiers aux itinéraires en apparence opposés : « étatistes » contre « sociaux » (Kalaora, Savoye, 1986). Les seconds se distinguent des premiers par une adhésion ou des affinités avec la Société d'Économie Sociale de Frédéric le Play (Kalaora, Savoye, 1986, p. 70)⁸. L'analyse en terme d'itinéraire des agents de ce groupe qui, toutes choses égales par ailleurs (comme les « étatistes », les « sociaux » sont issus de l'École forestière de Nancy), se donnent pour justification l'amélioration des conditions de vie des montagnards plutôt que le reboisement à tout prix, ne permet pas de parler de la formation d'un champ spécifique tendant à l'autonomie vis-à-vis de l'administration forestière. Au contraire, en dépit de l'opposition formelle entre les causes premières de leurs actions respectives sur le terrain, ce premier niveau d'analyse montre que ces deux classes d'itinéraires de forestiers restent largement dépendantes du contexte d'urgence environnementale qui « appelle » une réaction de l'État.
- 13 Ainsi, alors qu'une nouvelle série d'inondations catastrophiques rouvre l'état d'urgence en 1875, la loi sur la Restauration des Terrains de Montagnes (RTM) est votée le 4 avril 1882 avec l'approbation unanime des forestiers de tout type. Les services régionaux de reboisement deviennent les services RTM chargés de faire la chasse aux « dangers nés et actuels » propres à définir les périmètres spéciaux. Les Alpes du Sud servent de véritable laboratoire d'expérimentations de reboisement, de redressement des torrents et de restauration économique des territoires, laissées à la libre initiative des serviteurs dévoués de l'État, dans le cadre précis des nouveaux services administratifs déconcentrés créés en réaction à l'état d'urgence. Prosper Demontzey, spécialiste de l'érosion torrentielle, est nommé à la tête de l'inspection générale de la RTM en 1882. Homme de terrain, il est le grand partisan du reboisement autoritaire et de la nationalisation des sols et l'incarnation pratique des idées de Surell. Élève de l'école de Nancy, puis garde général six années durant en Algérie, il est considéré comme le père du génie civil appliqué aux torrents. Il met son savoir-faire en action dès 1868 en construisant des barrages et des seuils dans les torrents de son inspection en Haute-Provence. En 1878, en plein contexte d'urgence, il remporte le concours que l'Administration forestière organise pour formaliser les solutions à apporter au problème de la Restauration des montagnes⁹. Il devient alors pour le corps et sa postérité, l'emblème des forestiers « étatistes » (Kalaora,

1986, p. 61), qui ont su, dans le cadre strict de la loi et des moyens techniques mis à leur disposition, accomplir la mission confiée à eux par l'État : éteindre les torrents¹⁰.

- 14 En plus de tout le matériel prosopographique disponible pour retracer les parcours de ces forestiers (dictionnaires biographiques (Dupuy, 2005), nécrologies, dossiers administratifs individuels), l'historien dispose d'un autre type de source montrant ces individus à l'œuvre. À partir du dernier tiers du XIX^e siècle, l'action de ces forestiers s'inscrit dans un dispositif général d'enquête dont le but est de produire un savoir scientifique visant à rendre compte des pratiques agro-sylvo-pastorales qui unissent les populations alpines et leurs territoires. À partir de 1885, dans le sillage de Demontzey, ils entament tous une grande campagne de collecte d'informations concernant les périmètres RTM réalisés et envisagés dans les régions alpines¹¹. Pour chaque groupe de parcelles constituant les 300 000 ha que l'État s'est appropriés pour cause d'utilité publique entre 1860 et 1914, il s'agit de produire une expertise reposant sur l'histoire, la géologie, la géographie physique et sociale, accompagnée de cartes topographiques et de photographies produites dans le cadre des nouvelles attributions des services RTM à partir de 1886 (Lebart, 1997)¹². En pratique, les conservateurs orientent et posent les grandes lignes des enquêtes. Inspecteurs, sous-inspecteurs et gardes généraux, par leur position sur le terrain et leurs réseaux de connaissances, ont la tâche de recueillir le plus d'informations possible.
- 15 Les rapports produits dans ce cadre ont deux principaux débouchés. Sur un plan administratif et juridique, l'administration s'en sert pour justifier les nécessités de l'expropriation d'un bien communal ou la mise en défends d'un parcours auprès des élus des Conseil généraux et des préfets, et le cas échéant devant les tribunaux administratifs¹³. Sur un plan scientifique, les informations ainsi récoltées sont directement réinvesties par certains d'entre eux dans le champ académique en formation (Métaillié, 1999). Les stratégies de prédilection de ces forestiers-experts consistent d'une part à ouvrir le débat dans des revues tant spécialisées qu'hétérodoxes au champ forestier¹⁴; et d'autre part à générer des institutions hybrides entre services d'État et associations d'intéressés, nationales et locales (création de la Société d'Économie Alpestre en 1913), visant précisément à l'intégration de tous les points de vue : étatistes, sociologues, comme utilisateurs de la montagne.
- 16 Si l'historiographie a largement conféré cette volonté de débattre uniquement aux forestiers sociologues – tels Georges Fabre ou Félix Briot –, une analyse en terme de trajectoire engage à dépasser ce biais de l'*institution biographique* qui conduit à trouver des « sociologues » derrière certains types de choix syndicaux tenus pour des événements biographiques. Certes, nombreux sont les récits où ces forestiers se donnent à voir comme marginaux et spéciaux au sein même du corps forestier¹⁵ (position hétérodoxe motivant par exemple la mise en retraite anticipée de Fabre par l'administration forestière), mais la promotion de la voie politique médiane de la « protection coopérative du sol » qu'ils proposent n'est en rien une pratique antithétique aux actions de reboisement étatistes de la décennie 1890. Elle participe largement à la mise en œuvre du dispositif général d'enquête – de son acceptation par les populations. En se focalisant sur cette pratique spécifique d'enquête, deux nouvelles classes de trajectoires apparaissent, qui ne recouvrent pas exactement les classes d'itinéraires précédentes fondées sur des critères biographiques discriminants. Alors qu'une large majorité d'étatistes produit et participe à des enquêtes aux *manières de faire* naturalistes – où les populations sont assimilées à des facteurs environnementaux au même titre que le vent, les précipitations,

etc. –, la minorité restante est constituée d'une majorité de forestiers sociaux qui tend vers l'élaboration d'enquêtes aux *manières de faire* sociales, voire sociologiques – où la compréhension des comportements des populations est l'objet même des enquêtes. Ce nouveau découpage permet alors de repérer des trajectoires singulières de forestiers étatistes aux manières de faire sociologiques telles que celles d'Auguste Mathieu, et inversement (Dupuy, 2005, p. 183).

- 17 Objectivés à partir des archives de leurs pratiques et non plus des seuls événements biographiques, les parcours des forestiers-experts, qu'ils aient été « sociologues » ou « étatistes », sont saisissables bien en deçà des catégories nomologiques administratives ou professionnelles (ingénieurs, savants, érudits...) autant que des aléas climatiques structurants (inondations, catastrophes, climat). Leur rôle dans la création ou l'apaisement des conflits avec les notables et les paysans alpins doit être replacé et *contextualisé par rapport* à ces différentes manières d'enquêter sur la catastrophe, en tant que pratiques permettant de se mettre en position de participer tant à la proposition des solutions qu'à la formulation des problèmes, en prescrivant notamment le recensement national de toutes les parcelles de territoire susceptibles de constituer un risque pour l'intérêt général.

3.2. Les politiques de Reconstitution agricole après 1945 : l'exemple du Vercors

- 18 À la Libération, la reconstruction des infrastructures et des bâtiments détruits lors des combats s'impose comme une priorité absolue, partagée par l'ensemble de la classe politique et orientée dans la perspective de reconstituer le potentiel économique du pays. Sur un plan plus symbolique, les premiers travaux marquent également les prémises d'un redressement à venir, matérialisations tangibles de l'effort collectif tendu vers un avenir meilleur, après une période qui a profondément mis à mal la cohésion de la société (Veillon, 1995). Dans ce contexte, la politique de Reconstitution agricole doit assurer le retour de rendements suffisants pour ravitailler la communauté nationale, et mieux encore, permettre le dépassement des limites productives d'avant-guerre. En définissant l'agriculture comme secteur économique stratégique et en l'orientant clairement vers l'exportation, le Plan de Production et de Modernisation de 1946 radicalise le long processus de transformation du monde rural progressivement réduit à sa seule fonction nourricière (Mioche, 1987). La Reconstitution agricole est donc prise à la fois dans la temporalité quasi immédiate de la guerre et dans celle plus large de la modernisation qui s'étend depuis le milieu du XIXe siècle dans le cas des régions alpines (Alphant, 2003 ; Granet-Abisset, 2008). Ainsi, pour les fermes concernées dans le Vercors, les opérations entreprises répondent non seulement aux violentes destructions subies, mais aussi à l'exigence de viabilité économique des activités agricoles de chaque exploitation.
- 19 Ce double enjeu mobilise certains agents de l'État ainsi que divers individus aux fonctions moins définies. Ils sont amenés à effectuer un important travail d'évaluation des dégâts et d'orientation des réparations, matérielles autant que financières. Dans le massif du Vercors, haut lieu de la Résistance marqué par les violents combats de l'été 1944, les premières enquêtes commencent alors même que les Alpes françaises ne sont pas entièrement libérées. Elles peuvent prendre au moins quatre visages différents : observations de terrain réalisées par un jeune géographe américain détaché de l'US Army avec l'appui du Professeur Raoul Blanchard et formalisées dans un article scientifique¹⁶ ;

rapport d'inspection d'un haut fonctionnaire du Génie rural recensant les exploitations sinistrées¹⁷ ; « dossier d'évaluation descriptif des pertes résultant du fait de la guerre » sur lequel il est explicitement inscrit qu'il « est établi en vue d'un recensement général des dommages et ne préjuge en rien des modalités d'indemnisation »¹⁸ ; « procès-verbal d'expertise » établi par un expert agréé, composé de tableaux dans lesquels sont classées et inscrites les pertes, détaillées selon leur nature avec une grande précision¹⁹. Une contextualisation plurielle permet de relier à grands traits chaque enquête avec des *manières de faire* différentes : les stratégies académiques et scientifiques des géographes, la perspective du développement rural visé par l'Administration de l'agriculture, la statistique nationale et le calcul des indemnités à attribuer pour dommages de guerre qui se recourent partiellement pour donner une légitimité comptable aux opérations de reconstitution agricole.

- 20 Ces enquêtes hétérogènes, qui reflètent autant de types d'archives différents peuvent et doivent être décomposées en une collection d'événements biographiques à mettre en relation entre eux ainsi qu'avec d'autres sources renseignant sur ces biographies. Le géographe américain n'apparaît pas antérieurement dans les sources mais son directeur de recherche, Raoul Blanchard, a fait des Alpes un objet géographique légitime à partir duquel il a fondé sa position académique (Veitl, Debarbieux, 1994). L'article peut être replacé dans la longue série de travaux scientifiques publiés par la *Revue de géographie alpine* qu'il a fondée en 1913. L'Inspecteur Général du Génie rural, M. Houdet, est lui en mission au titre de Délégué Général à Reconstitution Agricole au sein du Ministère de l'Agriculture. Le contexte exceptionnel offre à ce haut fonctionnaire une *fonction de circonstances*, qui l'oblige à se rendre sur le terrain pour évaluer par lui-même l'ampleur des dégâts afin de renseigner les décisions politiques à venir. On pourrait transposer cette analyse au cas du Délégué Départemental de la Reconstruction, M. Pietri, Ingénieur en chef des Ponts et Chaussées pendant la guerre, détaché ensuite au Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme (MRU), ou à celui de M. Sabatou, architecte professionnel nommé Architecte en chef de la Reconstruction du Vercors²⁰. Ces trois personnes ont l'occasion d'élargir leurs attributions initiales, la Reconstruction apparaissant alors comme un contexte favorable pour faire carrière au sein de l'État.
- 21 L'étude des relations entre ces différents individus permet de dégager les principes qui structurent ce qu'on peut appeler un champ de la Reconstruction du Vercors, conçu comme un espace de positions concurrentes qui est en même temps un espace des dispositions, ayant pour enjeu principal la définition légitime de la reconstruction et l'imposition de cette définition à l'ensemble des acteurs pris dans ce champ (Bourdieu, 1979). Deux principes différents peuvent être dégagés de la mise en relation des différents itinéraires : le degré de proximité avec le pouvoir d'État, et le degré de familiarité avec les problèmes du monde rural et agricole. En premier lieu, les différents individus qui sont au service de l'État tendent à se reconnaître mutuellement comme des interlocuteurs privilégiés, selon un processus de légitimation circulaire. En second lieu, il faut relever la complicité objective qui unit les acteurs qui ont intérêt à constituer le monde rural et agricole comme un domaine de connaissance spécifique réclamant des pratiques adaptées. La *Revue de Géographie alpine*, les travaux du Génie rural ou les expertises spécifiquement agricoles participent à circonscrire un objet commun sur lequel ils ont prise : le monde rural alpin. Si une concurrence entre les individus existe pour reconstituer et finalement moderniser le Vercors, les différents experts s'accordent pour

mettre en avant le problème de la déprise rurale qui devient indissociable des destructions liées à la guerre.

- 22 Les deux dimensions que sont le service de l'État et la familiarité avec le monde rural, se retrouvent dans l'évolution du parcours de M. Boissière. Représentant du Commissaire de la République au moment de la Libération, donc associé au pouvoir temporaire du Gouvernement Provisoire, il est un des initiateurs dans le Vercors des premières mesures d'urgence à destination des sinistrés. Reconnu pour ses travaux sur l'hydrogéologie du massif avant la guerre, proche des réseaux issus la Résistance, M. Boissière travaille de manière empirique au sein du Comité d'Aide pour la Reconstruction du Vercors afin d'organiser le ravitaillement ou le logement provisoire²¹. Sa légitimité, qui repose sur sa capacité à trouver des arrangements qui accélère la reconstruction et la reprise de l'activité, est progressivement remise en cause à mesure que les services de l'État retrouvent leur emprise sur les territoires sinistrés. Ne reposant pas sur une enquête préalable détaillée, l'action de M. Boissière est contestée par le Délégué de Département à la Reconstruction en raison de son « irrationalité » du point de vue administratif²².
- 23 Ce dernier peut lui s'appuyer sur le travail de collecte de renseignements entrepris par les fonctionnaires de son service chargés de centraliser les demandes de dommages de guerre. Le procédé de l'enquête individuelle s'impose comme l'instrument de la définition légitime de la reconstruction, ce qui écarte progressivement ceux qui n'ont pas sa maîtrise, des sinistrés aux experts marginalisés. Le dossier individuel de demande d'indemnités de guerre contient le « procès-verbal d'expertise », la déclaration du sinistré, la correspondance entre le sinistré et l'administration en cas de litige, les bordereaux attestant du versement des indemnités²³. Il apparaît comme un type d'archive spécifique qui témoigne notamment de l'existence de différents niveaux d'expertise²⁴. À l'intérieur de ces dossiers individuels, on peut distinguer d'un côté, les documents remplis de la main du sinistré qui vont servir de base pour une comptabilité globale des dommages pertinente sur le plan national (orientations des politiques, affectation des budgets, négociations internationales)²⁵ et de l'autre côté, les documents remplis de la main de l'expert agréé par le MRU chargé de contrôler les déclarations du sinistré pour établir le juste montant de l'indemnité à verser.
- 24 Les mots des sinistrés sont cadrés selon une logique qui leur est extérieure, que ce soit dans le cas des lettres adressées à l'administration souvent composées à partir de tournures *empruntées*, ou dans celui des listes récapitulant les pertes sur papier libre qui sont ensuite converties en tableaux composant un procès-verbal validé par un expert agréé²⁶. La reconstitution effective du patrimoine mobilier et immobilier de la ferme n'est donc pas laissée à la seule initiative du sinistré puisqu'elle est suspendue à l'avis des Services agricoles, qui amènent les paysans dont l'exploitation n'est plus jugée viable à percevoir une indemnité d'éviction pour compenser leur arrêt ou leur changement d'activité, et conseillent ceux qui restent sur les investissements prioritaires à opérer. Pour autant, les experts chargés de contrôler et de remplir les dossiers ne disposent pas eux-mêmes d'une grande marge de manœuvre dans leur travail. Leur action assure la cohésion du dispositif administratif mais les orientations globales de la reconstitution leur échappent.
- 25 Ces contrôleurs doivent être choisis en fonction des différents types de sinistres agricoles dans le département, avec l'accord des services locaux du Ministère de l'Agriculture²⁷. Chaque expert prend en charge une commune rurale et examine les demandes concernant les bâtiments d'une part ainsi que les éléments d'exploitation d'autre part.

Investi de la puissance publique pour un temps alors qu'il lui est le plus souvent extérieur, il a pour mission de « réconforter et de conseiller » les sinistrés et doit incorporer les qualités du fonctionnaire : célérité, exactitude et dévouement²⁸. La compétence technique de l'expert – il est souvent diplômé d'une école d'agriculture – ainsi que son extériorité aux enjeux locaux sont les garantes de la justesse de son évaluation des dommages affectant chaque ferme. En ce sens, tout le parcours individuel antérieur apparaît comme la préstructuration nécessaire de la position occupée.

- 26 L'émergence de cette position spécifique de contrôleur n'est pas seulement un effet de contexte, la réponse à une nécessité extérieure, mais elle est associée à un nouveau faisceau de pratiques administratives qui doit permettre d'indemniser tout en recensant les exploitations viables pour discriminer les paysans à maintenir. L'enquête permet une action incitative des agents de l'État sur le monde rural alpin, prenant directement appui sur les parcours individuels des sinistrés. Elle ne constitue pas un cadre juridique mais plutôt un référentiel commun à partir duquel les décisions peuvent être légitimées aux yeux des experts comme des ayant droit. En imposant une comptabilité unique qui enregistre objectivement des pratiques pourtant foncièrement hétérogènes, l'expertise naturalise le point de vue particulier qui la fonde, celui des experts, et incite les sinistrés, et *a fortiori* les contrôleurs, à intégrer les schèmes de pensée qu'elle mobilise. La recomposition de l'enquête comme archive singulière témoigne de ce travail d'universalisation progressive, en mettant au jour non plus seulement les parcours passés des individus mais aussi leur inégale maîtrise d'un instrument objectivement tourné vers la maîtrise de l'avenir.

4. Périodisation : une double dénaturalisation

- 27 Travailler sur deux moments de la modernisation agricole des Alpes donne la possibilité de reconstituer les itinéraires de différents individus portés sur le devant de la scène par les documents d'archives, comme s'ils étaient portés par le contexte de bouleversements socio-économiques (inondations et destructions de guerre). À un premier niveau, la recomposition de biographies à partir d'éléments issus de la décomposition des documents « permet de voir la manière dont un trajet se trouve dirigé par l'ensemble des déterminations inscrites en amont de chacune de ses avancées » (Passeron, 1989). En effet, la forme des parcours d'experts apparaît fonction de la demande sociale dans le sens où ils répondent à l'urgence d'un redressement de situations catastrophiques. Au premier abord, on retrouve dans les deux cas le même contexte d'urgence : les séries d'inondations catastrophiques qui remettent en question les pratiques pastorales, et les destructions de la guerre qui interrogent sur le maintien des paysans dans les fermes à reconstruire. Suivant ce point de vue fonctionnaliste, l'évidence des destructions entretient un rapport de causalité direct avec la nécessité d'une évaluation des dégâts en vue d'une prise en charge des sinistrés (des territoires et des hommes).
- 28 L'expert est alors caractérisé par ses compétences administratives mais aussi par ses capacités de compréhension des problèmes spécifiques aux sociétés de montagne, la tension entre ces deux dispositions étant au principe des conflits de légitimité internes au champ : on en retrouve la trace à la fois dans le rapport de force entre les deux archétypes de forestiers (étatistes et sociologues), et dans les deux principes structurants du champ de la reconstruction que sont la proximité avec le pouvoir d'État et le degré de familiarité avec les problématiques du monde rural. La construction de rapports

d'équivalence et de différence entre ces parcours de vie à l'aide d'une base de données relationnelles reste dans le cadre de l'*institution biographique*. Elle permet une première dénaturalisation des enchaînements biologiques des âges de la vie tout en restant subordonnée à l'ordre biographique dans lequel les événements en amont commandent les comportements en aval²⁹.

- 29 Cependant, le fait que les experts puissent être les auteurs principaux des archives de l'expertise à partir desquelles l'historien extrait les événements biographiques, implique une relative conjonction entre « récit vécu » et « récit objectif » de leur parcours. Cette convergence qui n'a rien de naturelle dans d'autres situations d'analyse de trajectoires (Dubar, 1998), repose dans le cas de l'expert, sur la spécificité de la procédure d'enquête qui est une pratique visant explicitement, et malgré elle, à produire un point de vue universel sur le monde réel. Au-delà de la conservation rigoureuse de la lieutenance des informations biographiques envers la source, la base de données relationnelles peut faciliter la recomposition de l'archive envisagée comme une trace des *manières de faire*, un foyer à partir duquel les différentes trajectoires individuelles se réorientent mutuellement. Ce travail vise à reconstruire le processus (*modus operandi*) qui a prévalu à la production du document tel qu'il se présente aux Archives (*opus operatum*) (Bourdieu, 1980). Il s'agit d'élaborer des types analytiques de sources qui ne se confondent pas avec les classements archivistiques.
- 30 L'étude des parcours individuels pris dans des relations d'expertise montre la nécessité de ne pas se limiter aux préstructurations de l'institution biographique (explication par l'amont), mais de les maintenir dans une tension permanente avec le « produit agrégé que l'action sociale des individus inscrit en aval dans le maintien ou la transformation de ces structures longitudinales » (Passeron, 1989). La construction d'un *semi-nom propre* « expertise » à partir d'un type analytique de sources, permet alors d'indexer les pratiques effectives des experts ainsi que celles des expertisés. Si les archives « enquêtes » sont le produit d'événements biographiques passés (sinistres vécus appelant l'évaluation objective des sinistres), elles reflètent aussi des capacités différentes à envisager l'à-venir, à le projeter en fonction d'un certain type de perception du contexte à un moment précis. En naturalisant une vision du monde qui est aussi une division du monde, l'enquête participe de l'incorporation généralisée de schèmes de perception du monde réel qui sont ceux des experts-auteurs. L'analyse doit ici objectiver ce premier travail d'objectivation. Comme document d'archive, l'enquête dans le cadre de la modernisation agricole est une description objective du monde commun qui enferme aussi une prescription subjective, des experts vers les expertisés. Comme récit décomposé puis recomposé d'une situation d'expertise particulière, l'archive « enquête » dévoile alors la manière dont les actions tournées vers l'aval d'une minorité conduisent les pratiques cadrées en amont d'une majorité, ce qui est une définition possible du pouvoir.

BIBLIOGRAPHIE

- ALPHANT, E., 2003. *La reconstruction du Vercors, entre histoire et mémoire*, Mémoire de maîtrise, Grenoble, UPMF Grenoble II.
- BACHELARD, G., [1938] 2004. *La formation de l'esprit scientifique*, Paris, Vrin.
- BARBIER, F., 2002. *Lumières du Nord : imprimeurs, libraires et « gens du livre » dans le Nord au XVIIIe siècle 1701-1789 : dictionnaire prosopographique*, Genève, Droz.
- BARRIÈRE, J.-P., 1993. *Notables ou professionnels ? 700 notaires de la Haute-Garonne au XIXe siècle*, Thèse dactylo., Université de Paris I, 4 vol.
- BERETTA, F., 2009. SyMoGIH, http://larhra.ish-lyon.cnrs.fr/Pole_Methodes/SyMoGIH_fr.php, mise à jour le 16 août 2009, consulté le 08 octobre 2009.
- BOLTANSKI, L., 1982. *Les Cadres. La formation d'un groupe social*, Paris, Minuit.
- BOURDIEU, P., 1979. *La Distinction*, Paris, Minuit.
- BOURDIEU, P., 1980. *Le Sens pratique*, Paris, Minuit.
- BOURDIEU, P., 2001. *Science de la science et réflexivité*, Paris, Raisons d'agir.
- BRAVARD, J.-P., 2002. « Le « traitement » des versants dans le département de la Drôme. Des inondations de 1840 à la loi du 27 juillet 1860 », *Annales des Ponts et Chaussées* 103, p. 37-43.
- BRUGNOT, G., 2002. « Développement des politiques forestières et naissance de la restauration des terrains de montagne », *Annales des Ponts et Chaussées* 103, p. 23-30.
- BULST, N., 1996. « Objet et méthode de la prosopographie » in Genet, J.-P., Lottes, G., (dir.), *L'État moderne et les élites. XIIIe-XVIIIe siècles. Apports et limites de la méthode prosopographique*, Paris, PUS, p. 467-480.
- BURDANT, J., 2002. « De la découverte à l'action de terrain. Les forestiers français face à la montagne, XVIIe-XIXe siècles », *Annales des Ponts et Chaussées* 103, p. 14-22.
- CHARLE, C., TELKES, E., 1988. *Les Professeurs du Collège de France, dictionnaire biographique (1901-1939)*, Paris, CNRS-INRP.
- DEDIEU, J.-P., 2003. « Une nouvelle approche de l'histoire sociale : les grandes bases de données. Le système Fichoz », *Sciences de l'homme et de la société* 66, p. 35-38.
- DEDIEU, J.-P., 2005. « Prosopographie rénovée et réseaux sociaux : les agents de l'État en France et en Espagne de la fin du XVIe à la fin du XVIIIe siècle. Dix ans de publications » in *Jahrbuch für Europäische Verwaltungsgeschichte* 1-1, p. 281-295.
- DESROSIÈRES, A., 2002. *Les catégories socioprofessionnelles*, Paris, La Découverte.
- DOSSE, F., 2001. « Le moment Ricœur de l'opération historiographique », *Vingtième siècle, revue d'histoire* 69, p. 137-152.
- DUPUY, M., 2005. *L'essor de l'écologie forestière moderne : contributions des scientifiques européens, 1880-1980*, Nancy, ENGREF.

- GENET, J.-P., (dir.) 1990. *L'État moderne : genèse. Bilans et perspectives, Actes du colloque de sept. 1989*, Paris, CNRS.
- GRANET-ABISSET, A.-M., 2008. « Les silences de la mémoire : l'impossible récit de la reconstruction en Vercors ? » in Hanus, P., Vergnon, G., *Vercors. Résistances en résonances*, Paris, L'Harmattan.
- KALAORA, B., SAVOYE, A., 1989. *Les inventeurs oubliés. Le Play et ses continuateurs aux origines des sciences sociales*, Paris, Champ Vallon.
- KALAORA, B., SAVOYE, A., 1986. *La forêt pacifiée. Sylviculture et sociologie au XIXe siècle*, Paris, L'Harmattan.
- LEBART, L., 1997. « La restauration des montagnes. Les photographies de l'Administration des forêts dans la seconde moitié du XIXe siècle », *Études photographiques* 3, revue électronique.
- LEMERCIER, C. ZALC, C., 2008. *Méthodes quantitatives pour historien*, Paris, La Découverte.
- MÉTAILLIÉ, J.-P., 1999. « Lutter contre l'érosion : le reboisement des montagnes » in Corvol, A., (dir.), *Les sources de l'histoire de l'environnement. Le XIXe siècle*, Paris, L'Harmattan.
- MILLET, H., 1996. « Circonscrire et dénombrer, pourquoi faire ? » in Genet, J.-P., Lottes, G., (dir.), *L'État moderne et les élites. XIIIe-XVIIIe siècles. Apports et limites de la méthode prosopographique*, Paris, PUS, p. 265-276.
- MIOCHE, P., 1987. *Le plan Monnet. Genèse et élaboration 1941-1947*, Paris, Publications de la Sorbonne.
- NICOLET, C., 1970. « Prosopographie et histoire sociale : Rome et l'Italie à l'époque républicaine », *Annales E.S.C.* 25, p. 1209-1228.
- NOIRIEL, G., 2001. *État, nation, immigration : vers une histoire du pouvoir*, Paris, Belin.
- PASSERON, J.-C., 2006. *Le Raisonnement sociologique. Un espace non poppérien de l'argumentation*, Paris, Albin Michel.
- PASSERON, J.-C., 1996. « L'espace mental de l'enquête (II). L'interprétation et les chemins de la preuve », *Enquête. Anthropologie, Histoire, Sociologie* 3, p. 89-126.
- PASSERON, J.-C., 1995. « L'espace mental de l'enquête (I). La transformation de l'information sur le monde dans les sciences sociales », *Enquête. Anthropologie, Histoire, Sociologie* 1, p. 13-42.
- PASSERON, J.-C., 1989. « Biographies, flux, trajectoires », *Enquête, Biographie et cycle de vie*, 1989, [En ligne], mis en ligne le 10 février 2006. URL : <http://enquete.revues.org/document77.html>. Consulté le 12 février 2010.
- REVEL, J., 1996. « Micro-analyse et construction du social » in Revel, J., (dir.), *Jeux d'échelle. La micro-analyse à l'expérience*, Paris, Seuil/Gallimard, p. 15-36.
- RICŒUR, P., 2000. *La mémoire, l'histoire et l'oubli*, Paris, Seuil.
- STONE, L., 1971. « Prosopography », *Daedalus. Journal of the American Academy of Arts and Sciences* 100, p. 46-71.
- VEILLON, D., 1995. *Vivre et Survivre en France. 1939-1947*, Paris, Payot & Rivages.
- VEITL, P., DEBARBIEUX, B., 1994. « Raoul Blanchard : dire et faire les Alpes » in *Revue de géographie alpine*, Vol. 82, n°3, p. 81-94.
- ZYSBERG, A., 1987. *Les Galériens. Vie et destins de 60 000 forçats sur les galères de France, 1680-1748*, Paris, Seuil.

NOTES

1. Suivant Gérard Noiriel, ce travail pourrait passer par la construction d'une socio-histoire définie comme domaine commun des historiens ayant acquis des compétences sociologiques pratiques (Noiriel, G., 2001, p. 21-22).
2. Ce travail est un axe de recherche transversal du Laboratoire de Recherches Historiques Rhône-Alpes (LARHRA) qui a notamment développé deux SGBD conçus pour les historiens et par des historiens : le système Fichoz et le Système Modulaire de Gestion de l'Information Historique (SyMoGIH), (Dedieu, J.-P., 2003 et Beretta, F., 2009).
3. On prendra ici le terme « entité » au sens que lui donne le travail de modélisation des données dans le système Merise, à savoir la représentation d'un élément matériel ou immatériel ayant un rôle dans le système que l'on désire décrire. On appelle classe d'entités un ensemble composé d'entités de même type, c'est-à-dire dont la définition est la même. Une entité est une *instanciation* de la classe. Chaque entité est composée de propriétés, données élémentaires permettant de la décrire.
4. Dans la suite de son texte, Jean-Claude Passeron propose une explication plus imagée et plus combative : « Ici comme ailleurs, le travail scientifique est affaire d'un labeur qui n'oublie pas à quoi il besogne : labourage méthodique du cours du monde, mais l'œil fixé sur la récolte dès le premier sillon. Céder à la tentation d'un étalage publicitaire de l'infaillibilité ou de la sophistication des instruments d'analyse – même si cette « montre » sert au prestige méthodologique de la corporation scientifique – revient toujours à déséquilibrer, dans la transformation réglée de l'information historique, le délicat ajustement du moyen technique à sa fin cognitive, comme si on attelait une gigantesque charrue – ou, plus funambulesque encore, un bulldozer informatisé – à des veaux maigrelets d'hypothèses-truismes, et parfois même à l'espérance de veaux encore à naître » (Passeron, 1995, p. 94).
5. Fabre, J.-A., 1797. *Essai sur la théorie des torrens et rivières* ; Rougier de la Bergerie, J.-B., 1798, *Mémoire et observations sur les abus des défrichemens et la destruction des bois et forêts avec un projet d'organisation forestière* ; Rauch, F. A., 1802. *Régénération de la nature végétale* ; Dugied, P.-H., 1819. *Projet de boisement des Basses-Alpes* ; Dralet, E. F., 1820. *Traité des forêts d'arbres résineux et des terrains adjacens sur les montagnes de France* ; Baudrillard, J.-J., 1831. *Mémoire sur le déboisement des montagnes et sur les moyens d'en arrêter les progrès et d'opérer le repeuplement des parties qui en sont susceptibles*.
6. Surell, A., 1841. *Étude sur les torrents des Hautes-Alpes*.
7. Collectif, 1863. *Reboisement des montagnes. Compte-rendu des travaux de 1862*, Paris, Imprimerie Impériale.
8. Le Play, F., 1847. *Des forêts considérées dans leurs rapports avec la constitution physique du globe et l'économie des sociétés*.
9. Demontzey, P., 1878. *Traité pratique du reboisement et du gazonnement des montagnes*.
10. Demontzey, P., 1894. *L'extinction des torrents de France par le reboisement*.
11. Dans un rapport, le forestier Demontzey faisait état d'une vaste enquête nationale au cours de laquelle l'administration avait répertorié et cartographié plus de trois millions d'hectares de terrains de montagne à restaurer, répartis entre 1156 communes, Cf. Demontzey, P., 1887. « Rapport sur l'exécution de la loi du 4 avril 1882 » in *Bulletin du Ministère de l'Agriculture : documents officiels, statistique, rapports, comptes-rendus de missions en France et à l'étranger*, n° 6, p. 427 et sq.
12. Demontzey, P., 1886. « Application de la photographie aux travaux de reboisement », *Instruction n°42, Inspection générale du reboisement, Direction des forêts, ministère de l'Agriculture*, Paris.
13. AD38, 6P3 : Restauration et conservation des terrains de montagne. Dossiers communaux.

14. La *Revue des Eaux et Forêts* évidemment mais aussi *La Réforme Sociale*, *La Houille Blanche*, les *Annales de l'École nationale d'Agriculture de Montpellier*, les *Annales de géographie*, le *Journal d'Agriculture pratique*, les *Annales de la Science agronomique française et étrangère*. On pense ici aux bibliographies colossales mais surtout multiformes (ouvrages de synthèse, monographies régionales, articles de revue, communications lors de conférences et de congrès, notices internes et observations produites dans le cadre des services, puis publiées *a posteriori* sous forme de brochures diffusées à diverses échelles) de forestiers comme Georges Fabre, Léonce-Albert Fabre ou Paul Mougin, qui participent à plein de la pratique d'expertise.
15. Récits de vie perceptibles dans les avant-propos, les introductions et les préfaces des ouvrages publiés et réédités par ces forestiers, où leur choix éthiques et les difficultés rencontrées sont des éléments constitutifs du compte-rendu de leurs pratiques ; par exemple Briot, F., *Étude sur l'économie pastorale des Hautes-Alpes*, 1884.
16. Nash (Peter H.), 1946, « Le massif du Vercors en 1945. Étude sur les dévastations causées par l'armée allemande dans une région alpine de la France et de leurs effets sur les traits géographiques » in *Revue de Géographie Alpine*, fascicule I, XXXIV, pp. 87-100
17. Archives Nationales de France (ANF) F/10/7103, 27 mars 1945, M. Houdet, *Compte-rendu de mission - Reconstitution agricole du Vercors*.
18. Archives Départementales de la Drôme (AD26), 2602WP, Dossiers individuels de demandes de dommages de guerre.
19. *Ibid.*
20. Pour un panorama de l'ensemble des acteurs concernés par la Reconstitution agricole dans le Vercors, voir : ANF, F/10/7103, 8 juin 1945, M. Casays, M. Thevenot, *Compte-rendu de la mission effectuée dans le Vercors*.
21. ANF, F/10/7103, 1er avril 1946, Boissière, *Bilan de l'activité du Comité d'Aide et de Reconstruction du Vercors*.
22. ANF, F/10/7103, 31 juillet 1946, *Lettre confidentielle concernant la Reconstitution du Vercors*.
23. AD26, 2602WP, *op. cit.* Les dossiers concernant les dommages mobiliers sont plus simples, alors que ceux concernant les bâtiments agricoles ou les immeubles d'habitation sont plus complexes puisqu'ils peuvent comprendre l'intervention de l'architecte mais les principes décrits restent équivalents.
24. Elle se différencie par là de l'enquête scientifique ou de l'inspection administrative qui n'impliquent pas le même rapport aux sinistrés.
25. En janvier 1946, le MRU diffuse à l'attention de tous les Préfets et des autorités locales, un document récapitulatif dénombrant et cartographiant les maisons détruites ou endommagées pour chaque département. Voir Archives Départementales de l'Isère (AD38), 16R9, 21 janvier 1946, Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme, *Cartes historiques sur la répartition des destructions de guerre*.
26. *Ibid.*
27. F/10/7102, 24 janvier 1946, Commissariat Général aux Dommages de guerre du Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme, *Instruction n°13. Expertises agricoles et artisanales rurales (Ordonnance n°45-2063 du 8 septembre 1945)*.
28. *Ibid.*
29. « L'analyse longitudinale sait ici ce qu'elle doit chercher : la trace des préstructurations plus ou moins précristallisées qui dessinent la géographie, historiquement mobile, dans laquelle les individus doivent nécessairement inscrire leurs parcours individuels » (Passeron, 1989).

RÉSUMÉS

Cet article propose une résolution historique de la question des parcours individuels dans leurs contextes, inscrite dans l'historiographie des études prosopographiques visant à saisir les caractéristiques sociales d'un groupe par le biais d'une comparaison des itinéraires biographiques qui le constitue. Opérant un détour méthodologique et épistémologique, elle se retourne vers l'opération historiographique telle qu'a pu la définir Paul Ricoeur, et le processus d'enquête tel qu'en rend compte Jean-Claude Passeron. Il s'agit de présenter un usage possible des bases de données relationnelles en histoire qui ne se limite pas à faciliter la décomposition des sources en événements biographiques. Conservant la lieutenance des informations extraites envers le document historique, l'outil peut être mobilisé dans la perspective d'une reconstitution des rapports individuels qui président à la formation et la conservation de chaque type d'archive. L'étude prend alors pour objet les trajectoires d'individus amenés à se reconnaître et/ou à être reconnus comme les experts de la modernisation agricole des Alpes. La politique de Restauration des Terrains de Montagne de la fin du XIXe siècle dans les Alpes occidentales françaises et la politique de Reconstitution agricole après la Seconde Guerre mondiale sur le Plateau du Vercors, s'effectuent toutes les deux sur la base d'enquêtes menées par des experts, produisant ainsi les archives à partir desquelles se dessinent les trajectoires des individus.

The purpose of this contribution is to suggest a historian's way of dealing with individual careers and social context in the past. The main historical background is rooted in prosopographic studies that arrived from the United-States in the mid-1970s. We focus on social groups, using the comparative method to grasp their social characteristics. After a theoretical detour through Paul Ricoeur's historiography and Jean-Claude Passeron's survey process, we present possible relational databases, not restricted to breaking historical sources down into series of biographical events. Fieldwork concerned a specific social group bringing together individuals who figure as experts of modernization in the rural Alpine world. Both politics of mountain reforestation at the end of 19th century, and of farm reconstruction after World War II produced many surveys, thanks to which experts' trajectories, rather than being predetermined careers, can be reconstituted.

INDEX

Mots-clés : expert, expertise, modernisation agricole, Reboisement, Reconstruction, champs, trajectoires, archives, enquête, Alpes, XIXe, XXe

Keywords : evaluation, rural modernization, reforestation, rebuilding, fields, trajectory, survey, Alps, 19th century, 20th century.

AUTEURS

NICOLAS KRAUTBERGER

Laboratoire de Recherche Historique Rhône-Alpes – UMR CNRS 5190, Université Pierre Mendès
France - Grenoble 2, MSH-Alpes BP 47 1221 avenue Centrale 38 040 Grenoble Cedex 9
bruniers@hotmail.fr, drkrauzen@gmail.com